

- Souveraineté alimentaire
- Farm
- Dev local
- ONG



Syprien Essong Ze

Séminaire continental sur le renforcement et la promotion du concept de souveraineté alimentaire en Afrique:

un défi pour les jeunes ruraux.

Du 10 au 15 mai dernier, s'est tenu à Lomé au Togo au centre communautaire de Tokoin le séminaire panafricain du MIJARC sur le thème: renforcement et promotion du concept de souveraineté alimentaire en Afrique: un défi pour les jeunes ruraux.

1 Objectif du séminaire: En tant que jeunes ruraux, nous promouvons le développement d'une agriculture locale durable améliorée pour une alimentation saine et équilibrée.

2 Objectif pédagogique

- maîtriser le concept de souveraineté alimentaire.
- identifier les points de blocages à la souveraineté alimentaire et leurs solutions.
- maîtriser le concept d'OGM et son influence sur la souveraineté alimentaire
- identifier les différents acteurs
- recenser les actions à mener pour garantir et promouvoir la souveraineté alimentaire en Afrique.

3 Activités: Animé de main de maître par INADES-Formation Togo, représenté par deux experts: Mr Nicolas HOU-MEY et Mr Modeste, le séminaire fut abordé par une présentation individuelle des participants venant de huit pays africains puis des formateurs et de l'institution; ensuite nous sommes passés aux attentes des participants et du MIJARC en général. Les points inscrits ont été entièrement abordés.

Ce que nous retenons des discussions sur la définition du concept souveraineté alimentaire, c'est ceci:

• Pour le MIJARC Afrique la souveraineté alimentaire veut dire «le pouvoir d'un peuple qui, dans un territoire donné, a le pouvoir de produire ce qu'il consomme et de consommer ce qu'il produit».

• Nous retenons cela, après de multiples débats, en tenant compte de l'environnement et de la réalité du concept. Il nous a été rappelé que ce concept est le perfectionnement de plusieurs autres intervenus auparavant.

Nous avons eu ces autres concepts: Révolution verte, Autosuffisance alimentaire, Sécurité alimentaire. Et maintenant souveraineté alimentaire.

Ce dernier concept nous va mieux car il combat toute politique néo-libérale. Après la définition, nous avons abordé tous les autres points, l'un après l'autre et pendant nos travaux en groupe nous avons ressorti ceci:

• Comme blocages à la souveraineté alimentaire nous avons:

- les pressions des institutions internationales, des grandes nations, et des multinationales.
- Le patrimoine génétique en danger face à l'introduction des OGMs.
- Les aides en marchandise non adaptées.
- Les politiques néo-libérales (non protection des marchés africains, dumping)
- L'importance donnée aux cultures d'exportation au lieu de cultures vivrières locales
- Préférence à consommer des produits importés
- Les guerres
- La non adaptation des politiques agricoles

- Le non accès des paysans à la terre
- L'accès difficile aux semences de qualité
- L'équipement et techniques agricoles rudimentaires
- L'agriculture africaine soumise aux aléas climatiques
- Le non accès des agriculteurs au marché local
- La non organisation des agriculteurs africains
- La méconnaissance et sous information des agriculteurs
- L'insuffisance des unités de transformation
- L'insuffisance des services (transport)

Après avoir identifié tous ces blocages, nous avons également pensé à des solutions ou actions afin de prendre des options. Ainsi, nous avons énuméré ainsi qu'il suit les actions suivantes à chaque blocage:

- Elaboration des nouvelles politiques agricoles de manière concertée entre des décideurs et les paysans.
- Elaboration et vote d'une loi foncière portant sur un code de distribution souple des terres aux paysans.
- Mise en place des instituts de recherche agricole et vulgarisation des banques de semence.
- Inciter des paysans au regroupement pour l'accès facile à la culture motorisée et la vulgarisation de techniques nouvelles.
- Développer et vulgariser les techniques d'irrigation, pratiquer les cultures de contre saison et protéger l'environnement par le reboisement.
- Organiser les paysans en filiales de producteurs et de vendeurs.
- Création des radios rurales pour informer et éduquer les masses paysannes.



3



- Création des banques villageoises pour l'accès aux micro-crédits.
- Création et entretien des routes rurales.
- Conscientiser les populations sur les malversations faites à nos états par les grandes puissances.
- Organiser des groupes de pression des paysans en cas d'attaque.
- Sensibiliser les populations sur les méfaits des OGM, sur notre santé et notre économie.
- Promotion sur la multiplication et la conservation des semences locales – banques des semences.
- Promouvoir le système de grenier communautaire.
- Politique de sélection des aides.
- Conscientisation des populations sur les méfaits des aides alimentaires.
- Protection des marchés locaux des produits extérieurs.
- Mobilisation des paysans à produire sur le marché des produits de qualité et en quantité suffisante.
- Organiser des campagnes contre le dumping.
- Faire la publicité de nos produits en passant par l'éducation et la conscientisation avec l'aide des médias.

- Revaloriser nos produits auprès du grand public lors des célébrations du 16 octobre (JMA).
- Sensibiliser les populations sur les effets néfastes de la guerre (les causes des guerres).
- Sensibiliser sur les valeurs humaines (droits).
- Campagne de sensibilisation sur la justice et paix.
- Eduquer les populations sur la démocratie, la bonne gouvernance locale et la citoyenneté.

DES ACTEURS

- Société civile donc le MIJARC
- Les gouvernements
- Les parlements
- Les institutions
- Banques
- Les bailleurs de fonds
- ONG diverses

Pour le MIJARC-AFRIQUE

Les actions du MIJARC dans l'immédiat

- 1 Les sessions nationales de formation sur la multiplication des semences et plantes locales (vulgarisation des banques de semences).

- 2 La sensibilisation et la création des groupements paysans
- 3 Les sessions de formation sur les techniques agricoles pour accroître la production locale de chaque pays.
- 4 Une campagne de sensibilisation et de publicité de nos produits le 16 octobre et une campagne contre le dumping le même jour.
- 5 Sensibilisation des jeunes sur les effets néfastes de la guerre (les causes)

Des actions de participation

- Forum social mondial;
- Forum économique social et solidaire;
- Conférence ministérielle de l'OMC;
- Rencontres et sommets de la FAO afin de soutenir la souveraineté alimentaire.

Nous savons que c'est un programme ambitieux mais chacun des participants a l'engagement de mettre en place la souveraineté alimentaire en Afrique. Il s'agit de notre santé et de notre économie.



Nouvelles du MJARC Centrafrique • Aperçu Général sur la RCA

Jean Jacques Ndewana

*J*e vais devoir d'abord commencer par un aperçu général sur la République Centrafricaine (RCA), parce que beaucoup de gens ne connaissent pas bien notre cher beau pays.

Comme son nom t'indique, la RCA est au coeur du continent Africain. Elle couvre près de 623.000 Km² avec environ 3,6 millions d'habitants (Recensement 2000). Elle croît au taux annuel de 2,2 %. C'est un pays littéralement enclavé. Il est distant de 1.500 et 1.800 km des ports les plus proches qui sont situés sur le littoral atlantique, respectivement à Douala (Cameroun) par la route et à Pointe Noire (Congo) par la voie fluviale.

Ces caractéristiques géographiques constituent des conditions favorables à l'existence d'une riche diversité écologique et d'énormes ressources naturelles (mines de diamants et d'or, essences forestières, faunes, etc.) qui sont très valorisées. Sur le plan démographique, le degré de peuplement demeure relativement faible, seulement 8 habitants au Km². La population est jeune: 45 % ont moins de 15 ans et est essentiellement rurale (76 % de la population), elle est inégalement répartie avec un degré de densité qui croît de l'Est vers l'Ouest et de concentration le long des grandes artères routières.

La commune de Bangui dont la population est de 722.750 habitants représente 21% de la population totale. Quant au secteur agricole, l'utilisation actuelle des terres a évolué comme suit.

- A peine 0.7 millions d'hectares de terres cultivables sont mises en valeur sur un potentiel d'environ 15 millions d'hectares disponibles.
- Les terres de pâturage et de parcours totalisent 16 millions d'hectares et sont capables de supporter jusqu'à 5 millions de tête de bovins, contre seulement 2,9 millions actuellement.